

La fin de l'histoire (militaire) ? Les États-Unis, Israël et l'échec de l'art occidental de la guerre

Andrew J. Bacevich

Ce texte, publié originellement en anglais par [TomDispatch](#) le 29 juillet 2010, a été traduit par Albert Caille, traducteur bénévole pour rinoceros.

« Observant le cours des événements de la dernière décennie, il est difficile de ne pas avoir le sentiment que quelque chose de fondamental vient de se passer dans l'histoire mondiale. » Ce sentiment, qui sert d'introduction à l'essai qui a rendu Francis Fukuyama célèbre, requiert une attention renouvelée aujourd'hui, mais selon une perspective différente.

Les événements des années 80, au premier rang desquels la fin de la Guerre froide, avaient convaincu Fukuyama que la « fin de l'histoire » était à portée de main. « Le triomphe de l'occident, de l'idée occidentale », écrivait-il en 1989, « se manifeste... par l'épuisement total de toute alternative systémique viable au libéralisme occidental. »

Aujourd'hui, l'occident ne paraît plus aussi triomphant. Pour autant, on peut dire que les événements de la première décennie de ce siècle ont mené l'histoire vers un autre genre de point final. Même si le libéralisme occidental garde sans doute un attrait considérable, l'art occidental de la guerre, lui, est arrivé à sa fin.

Pour Fukuyama, l'histoire impliquait une concurrence idéologique, une compétition mettant aux prises le capitalisme démocratique, le fascisme et le communisme. Lorsqu'il écrivit son célèbre essai, cette compétition semblait avoir atteint sa conclusion définitive.

Du début à la fin, la puissance militaire a pu jouer un rôle tout aussi déterminant que l'idéologie dans le devenir de cette compétition. Tout au long du 20^e siècle, les grandes puissances ont lutté entre elles pour créer des instruments de coercition nouveaux, et plus efficaces. L'innovation militaire a suivi plusieurs voies. La plus évidente était celle de l'armement : cuirassés et porte-avions, roquettes et missiles, gaz toxiques, bombes atomiques – la liste est longue. Dans leurs efforts pour obtenir un avantage décisif, les nations ont toutefois accordé une attention égale à d'autres facteurs : doctrine et organisation, systèmes d'entraînement et plans de mobilisation, collecte de renseignements et plans de guerre.

Toute cette activité furieuse, qu'elle ait été entreprise par la France ou la Grande-Bretagne, la Russie ou l'Allemagne, le Japon ou les États-Unis, découlait d'une croyance partagée en la plausibilité de la victoire. Réduite à ses termes les plus simples, la tradi-

tion militaire occidentale pourrait être ramenée à cette proposition : la guerre reste un instrument viable de la politique d'État, les oripeaux modernes servant, au mieux, à renforcer son efficacité.

Grandes illusions

C'était la théorie. La réalité, et en premier lieu celle des deux guerres mondiales du siècle dernier, a livré une leçon bien différente. Les conflits armés de l'âge industriel ont atteint de nouveaux records de mortalité et de destruction. Une fois initiées, les guerres ont tout dévoré, infligeant d'immenses dommages matériels, psychologiques et moraux. La souffrance excédait de loin les gains. La guerre de 14-18 est devenue emblématique à cet égard. Même les vainqueurs en ont été les perdants. Lorsque les combats cessèrent finalement, les vainqueurs furent réduits au deuil plutôt qu'à la célébration. En conséquence, bien avant que Fukuyama ne prenne la plume, la foi dans la capacité de la guerre à résoudre des problèmes avait commencé à s'éroder. Dès 1945, chez plusieurs grandes puissances – grâce à la guerre, « grande » en nom seulement –, cette foi avait totalement disparu.

Parmi les nations classifiées comme démocraties libérales, seules deux résistèrent à cette tendance. L'une était les États-Unis, le seul belligérant d'importance à émerger de la Deuxième guerre mondiale plus fort, plus riche et plus confiant en lui-même. Le second était Israël, dont la création fut la conséquence directe des horreurs déchaînées par ce cataclysme. Dans les années 50, ces deux pays partageaient une conviction commune : la sécurité nationale (voire la survie nationale) requérait une supériorité militaire absolue. Dans le lexique des politiciens américains et israéliens, « paix » était un mot surdéterminé. La condition fondamentale de la paix était que tous les adversaires, réels ou potentiels, acceptent un état d'infériorité permanente. À cet égard, les deux nations – qui n'étaient pas encore alors des alliés intimes – se distinguaient du reste du monde occidental.

Ainsi, alors même qu'elles proclamaient leur dévotion à la paix, les élites civiles et militaires des États-Unis et d'Israël se préparaient de manière obsessionnelle à la guerre. Ils ne voyaient pas de contradiction entre la rhétorique et la réalité.

Pourtant, la croyance en l'efficacité de la puissance militaire génère presque inévitablement la tentation d'utiliser cette puissance. « La paix par la force » devient assez facilement « la paix par la guerre ». Israël succomba à cette tentation en 1967. Pour les Israéliens, la Guerre des six jours s'avéra un tournant. Le courageux David vainquit, et puis devint, Goliath. Au moment même où les États-Unis se débattaient au

Vietnam, Israël semblait avoir définitivement réussi à maîtriser l'art de la guerre.

Un quart de siècle plus tard, les forces américaines ont semblé rattraper leurs homologues israéliennes. En 1991, l'opération Tempête du désert, la guerre de George H.W. Bush contre le dictateur irakien Saddam Hussein, montrait que les troupes américaines, comme les soldats israéliens, savaient vaincre rapidement, à bas coût, et humainement. Des généraux comme H. Norman Schwarzkopf se persuadèrent que leur brève campagne dans le désert contre l'Irak répliquait – voire éclipsait – les exploits sur le champ de bataille des guerriers israéliens célèbres comme Moshe Dayan et Yitzhak Rabin. Le Vietnam sombra dans l'oubli.

Pour Israël aussi bien que pour les États-Unis, cependant, les apparences se révélèrent trompeuses. Les splendides guerres de 1967 et de 1991 accomplirent peu, à part d'encourager ces grandes illusions. Dans les deux cas, la victoire s'avéra plus apparente que réelle. Pire encore, le triomphalisme déboucha plus tard sur d'énormes erreurs d'appréciation.

Sur le plateau du Golan, à Gaza, et à travers toute la Cisjordanie, les promoteurs du « Grand Israël » - faisant fi des objections de Washington – entreprirent d'exercer un contrôle permanent sur les territoires dont Israël s'était emparé. Pour autant, les « faits accomplis » assurés sur le terrain par des vagues successives de colons juifs ne permirent pas d'assurer la sécurité d'Israël. Ils contribuèrent principalement à enchaîner Israël à une population palestinienne hostile et en croissance rapide, qu'il ne pouvait ni pacifier ni assimiler.

Similairement, dans le Golfe persique, les gains obtenus par les États-Unis en 1991 se révélèrent éphémères. Saddam Hussein survécut et devint, aux yeux des administrations américaines successives, une menace constante pour la stabilité de la région. Ce point de vue entraîna (ou servit de prétexte à) une réorientation radicale de stratégie du côté de Washington. Ne se contentant plus d'empêcher qu'une puissance extérieure inamicale ne contrôle le Golfe persique et ses ressources pétrolières, Washington chercha désormais à dominer le Moyen Orient dans son entier. L'objectif devint l'hégémonie. Mais les États-Unis connurent aussi peu de succès qu'Israël dans leur tentative d'imposer leur dictat.

Durant les années 90, le Pentagone s'embarqua bon gré mal gré dans ce qui devint une variante particulière de politique de colonisation. Les bases américaines qui parsemaient le monde islamique, tout comme les forces américaines opérant dans la région, furent aussi peu bienvenues que les colonies israé-

liennes dans les territoires occupés et les soldats de l'armée israélienne affectés à leur protection. Dans les deux cas, cette présence provoqua (ou servit de prétexte à) la résistance. Tout comme les Palestiniens dirigèrent leur colère contre les sionistes en leur sein, les islamistes radicaux ciblerent les Américains, qu'ils considéraient comme des infidèles néo-colonialistes.

Coïncés

Personne ne doutait que les Israéliens (au niveau régional) et les Américains (au niveau global) jouissaient d'une suprématie militaire incontestée. Dans les abords immédiats d'Israël, ses tanks, ses chasseurs-bombardiers et ses navires de guerre avaient le champ libre. Il en allait de même des tanks, des chasseurs-bombardiers et des navires de guerre américains, où qu'ils soient envoyés.

Et alors ? La suite des événements montra avec de plus en plus d'évidence que la suprématie militaire ne se traduisait pas en avantage politique concret. Plutôt que d'améliorer les chances de paix, la coercition entraînait constamment des complications supplémentaires. Aussi sévères que soient les coups et les défaites qu'ils aient subis, les « terroristes » (un terme passe-partout appliqué à quiconque résistait à l'autorité israélienne ou américaine) n'étaient pas intimidés pour autant, restaient impénitents, et revenaient pour en demander davantage.

Israël se trouva directement confronté à ce problème durant l'opération Paix en Galilée, son intervention de 1982 au Liban. Les forces américaines y firent face une décennie plus tard, durant l'opération Restaurer l'espoir, l'intervention au titre ronflant de l'occident en Somalie. Le Liban n'avait qu'une armée chétive, et la Somalie n'en avait pas du tout. Pour autant, plutôt que de produire la paix ou de restaurer l'espoir, ces deux opérations se sont soldées par la frustration, l'embarras et un échec.

Et elles se sont révélées de simples avant-goûts d'avaries bien pires à venir. Dans les années 80, l'heure de gloire de l'armée israélienne était passée. Plutôt que de frapper éclair loin derrière les lignes ennemies, l'histoire militaire israélienne devint une morne rhapsodie de guerres sales – conflits non conventionnels contre des forces irrégulières, donnant des résultats ambigus. La première Intifada (1987-1993), la deuxième Intifada (2000-2005), une seconde guerre au Liban (2006), et l'Opération Plomb durci, la fameuse incursion de 2008-2009 à Gaza, suivirent toutes le même modèle.

Parallèlement, le différentiel de taux de natalité entre les Palestiniens et les Israéliens juifs apparut comme une menace de plus en plus évidente – une « bombe démographique », selon les termes de Benjamin Neta-

nyahu. Voilà des faits accomplis sur le terrain contre lesquels des forces militaires, à moins d'être employées dans de véritables opérations de nettoyage ethnique, ne pouvaient rien faire. Alors même que l'armée israélienne essayait de manière répétée et futile de forcer le Hamas ou le Hezbollah à la soumission, les évolutions démographiques continuèrent à indiquer que d'ici une génération la majorité de la population en Israël et dans les territoires occupés serait arabe.

Même en retard d'une décennie sur Israël, l'armée américaine réussit néanmoins à répliquer l'expérience israélienne. Il y eut encore des moments de gloire, mais ils se révélèrent pour le moins évanescents. Après le 11 septembre, les efforts de Washington pour transformer (ou « libérer ») le Grand Moyen Orient redoublèrent d'intensité. En Afghanistan et en Irak, la Guerre globale contre la terreur de George W. Bush commença de manière relativement impressionnante, les forces américaines opérant avec la vitesse et l'élan qui avaient été la signature des Israéliens. Grâce au « choc et à l'effroi » (*shock and awe*, nom des opérations militaires en question), Kaboul tomba, suivie moins d'un an et demi plus tard par Bagdad. Comme l'expliqua un général haut placé au Congrès en 2004, le Pentagone avait tout compris à l'art de la guerre :

« Nous sommes désormais capable de créer une supériorité décisive, reposant sur des systèmes en réseau, de nouveaux senseurs et des capacités de commande et de contrôle qui permettent, d'une manière sans précédent, une connaissance situationnelle en temps réel ou presque, un accroissement de la disponibilité de l'information, et une capacité à envoyer des munitions de précision dans toute la largeur et toute la profondeur de l'espace de bataille... Combinées, ces capacités des futures forces en réseau créeront des conditions de supériorité informationnelle, de vitesse et de précision qui résulteront dans des supériorités décisives. »

L'élément clé de cette masse de techno-charabia est celui qui revient à deux reprises « supériorité décisive ». À ce moment, l'état-major, comme l'administration Bush, était encore convaincu qu'il savait comment gagner à coup sûr.

Ces annonces de succès s'avèrent cependant terriblement prématurées. Des campagnes qui avaient été vendues au public comme devant être bouclées en quelques semaines s'étalèrent sur des années, tandis que les troupes américaines devaient lutter contre leurs propres intifadas. Le Pentagone (tout comme l'armée israélienne) n'avait aucune idée de la manière d'obtenir des gains réellement durables sur le terrain.

Sans victoire

S'il y a une conclusion générale qui émerge des guerres en Irak et en Afghanistan (ainsi que de leurs équivalents pour Israël), c'est celle-ci : la victoire est une chimère. Compter sur le fait que l'ennemi d'aujourd'hui cède face à une force supérieure est à peu près aussi sensé que de s'acheter des billets de loto pour rembourser l'emprunt de sa maison : vous avez intérêt à avoir vraiment beaucoup de chance.

Pendant ce temps, alors que l'économie américaine descendait en vrille, les Américains furent mis en face de leur propre équivalent de la « bombe démographique » d'Israël – une « bombe fiscale ». Des habitudes enracinées de prodigalité, à la fois individuelle et collective, en matière de dépenses débouchèrent sur une perspective de stagnation à long terme : pas de croissance, pas d'emplois, pas de plaisirs. Des dépenses militaires en roue libre du fait de guerres infinies exacerbèrent le danger.

Vers 2007, l'état-major américain lui-même renonça à la victoire, mais sans cependant renoncer à la guerre. Les généraux haut gradés mirent au placard leurs espoirs de victoire – au moins au sens où Rabin et Schwarzkopf auraient compris ce terme. À la place, ils cherchèrent plutôt à ne pas perdre. À Washington tout comme dans les postes de commande de l'armée américaine, l'évitement de toute défaite manifeste devient le nouvel étalon-or de la réussite.

En conséquence, aujourd'hui, les troupes américaines ne font plus de sorties hors de leurs bases pour défaire l'ennemi, mais pour « protéger les gens », comme le veut la dernière mode doctrinale. Pendant ce temps, les commandants américains concluent des arrangements autour d'une tasse de thé avec des seigneurs de guerre ou des chefs tribaux dans l'espoir de persuader les guérillas de déposer les armes.

Une nouvelle sagesse reçue a pris pied, avalisée par tout le monde depuis le nouveau commandant en Afghanistan le général David Petraeus, le soldat le plus célébré de cette époque jusqu'à Barack Obama, commandant-en-chef et lauréat du prix Nobel de la paix. Pour les conflits dans lesquels les États-Unis se trouvent embourbés, il n'existe pas de « solutions militaires ». Comme Petraeus lui-même l'a souligné, « nous ne pouvons pas sortir de la situation dans laquelle nous sommes en tuant tout ce qui est sur notre chemin ». Il prononçait du même coup l'éloge funèbre de la conception occidentale de la guerre qui avait prévalu depuis deux siècles.

La question qui n'est pas posée

Quelles sont alors les implications de cet achèvement de l'histoire militaire occidentale ?

Dans son célèbre essai, Fukuyama s'inscrivait en faux contre l'opinion que la fin de l'histoire idéologique signifierait l'avènement d'une ère de paix et d'harmonie mondiales. Les peuples et les nations, prédisait-il, trouveraient encore facilement de quoi se chamailler.

La fin de l'histoire militaire appelle une conclusion similaire. La violence à motif politique persistera et pourrait même, dans des cas précis, garder une utilité marginale. Cependant, la perspective de « Grandes guerres » parvenant à résoudre de « Grands problèmes » est probablement perdue à jamais. Certainement, aucune personne saine d'esprit, israélienne ou américaine, ne peut croire qu'un recours continu à la force pourra remédier à ce qui alimente l'opposition aux Israéliens ou aux Américains dans une grande partie du monde islamique. Attendre de l'obstination qu'elle aboutisse à des résultats différents ou meilleurs est un doux rêve.

Il reste à voir si Israël ou les États-Unis parviendront à faire leur lot de la fin de l'histoire militaire. D'autres nations l'ont fait depuis longtemps, s'accommodant aux rythmes changeants de la politique internationale. Ce n'est pas là faire preuve de vertu, mais de sagacité : la Chine, par exemple, fait preuve de très peu d'empressement pour le désarmement. Cependant, alors même que Pékin étend son influence, il met l'accent sur le commerce, l'investissement et l'aide au développement. Pendant ce temps, l'armée rouge reste chez elle. La Chine a subtilisé une page du vieil album américain traditionnel, étant devenue aujourd'hui le principal praticien de la « diplomatie du dollar ».

L'effondrement de la tradition militaire occidentale laisse Israël face à des choix limités, dont aucun n'a d'attrait. Au vu de l'histoire du judaïsme et de celle d'Israël lui-même, la réticence des juifs israéliens à confier leur sûreté et leur sécurité à la bonne volonté de leurs voisins ou aux meilleurs sentiments de la communauté internationale est compréhensible. En seulement six décennies, le projet sioniste a produit un État vivant et prospère. Pourquoi mettre tout cela en danger ? Même si la bombe démographique fait entendre son tic-tac, personne ne sait véritablement combien de temps il reste à l'horloge. Si les Israéliens sont enclins à continuer à placer leur confiance dans les armes israéliennes (fournies par les États-Unis) tout en croisant les doigts, qui peut leur en vouloir ?

En théorie, les États-Unis, qui ne partagent aucune des contraintes démographiques et géographiques que connaît Israël, et qui est plus richement dotée, devrait bénéficier d'une plus grande liberté d'action. Malheureusement, Washington a un intérêt à la préservation du *statu quo*, quel qu'en soit le prix ou le résultat. Pour le complexe militaro-industriel, il y a des

contrats à obtenir et des tonnes d'argent à gagner. Pour ceux qui habitent les organes de l'État de sécurité nationale, il y a des prérogatives à protéger. Pour les élus, il y a des contributeurs de campagnes à contenter. Pour les fonctionnaires nommés, qu'ils soient civils ou militaires, il y a des ambitions à satisfaire.

Et il y a toujours la claque bavarde des militaristes, qui en appellent au jihad ou qui réclament des efforts encore plus importants, tout en restant vigilants face à tout risque de détente. À Washington, les membres de ce camp militariste, qui coïncide largement – d'une manière tout sauf accidentelle – avec les soutiens les plus résolus de la bellicosité israélienne, collaborent tacitement à exclure ou marginaliser les points de vue qu'ils jugent hérétiques. En conséquence de quoi tout ce qui tient lieu de débat sur les questions de sécurité nationale n'est qu'une farce. C'est ainsi que nous sommes invités à croire, par exemple, que la nomination du général Petraeus comme énième commandant en chef en Afghanistan représente une étape décisive sur le chemin du succès ultime.

Il y a près de 20 ans, une Madeleine Albright grincheuse posait la question : « Quel est l'intérêt d'avoir cette superbe armée dont vous nous parlez en permanence si nous ne pouvons pas l'utiliser ? » Aujourd'hui, c'est une question toute différente qui mérite notre attention : Quel est l'intérêt d'utiliser en permanence notre superbe armée si en fait cela ne nous mène à rien ?

Le refus de Washington de se poser cette question donne la mesure de la corruption et de la malhonnêteté dont notre vie politique est imprégnée.

Andrew J. Bacevich est professeur d'histoire et de relations internationales à la Boston University. Son dernier livre, Washington Rules : America's Path to Permanent War a été publié en juillet 2010.

Copyright 2010 Andrew Bacevich

date de mise en ligne : 27 décembre 2010